

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/06/2014

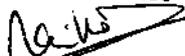
Publication : 18/07/2014

Conseil Général  
Haut-Rhin 

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation



Le Chef de Service

  
Nathalie MAILLOT

Direction de l'Autonomie  
Service Tarification  
des Établissements Sociaux

Colmar, le

2014 00220

ARRETE

DA

du

26 JUIN 2014

**portant notification de la décision d'autorisation budgétaire  
et fixation du prix de journée 2014 du Foyer pour Adultes Handicapés Travailleurs  
(FAHT) de l'Association « Marguerite Sinclair » à MULHOUSE**

- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), et notamment ses articles L. 314-1 et suivants, R. 314-1 à R. 314-117 relatifs aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux soumis à autorisation, et R. 314-204, ainsi que ses articles L. 351-1 à L. 351-8 et R. 351-1 à R. 351-41 relatifs au contentieux de la tarification sanitaire et sociale ;
- VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et notamment l'article 45 ;
- VU** le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- VU** le rapport et la délibération CG-2013-5-4-3 du 5 décembre 2013 fixant l'objectif d'évolution des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour l'année 2014 ;
- VU** la convention relative au versement par dotation globalisée des prix de journée nets en cours de signature intervenue entre le Département du Haut-Rhin et l'Association « Marguerite Sinclair » ;
- VU** les propositions budgétaires formulées par l'Association « Marguerite Sinclair » et la tenue de la procédure contradictoire prévue par les articles R. 314-21 et suivants du CASF ;
- SUR** proposition du Directeur Général des Services du Département ;

## ARRETE

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2014, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Foyer pour Adultes Handicapés Travailleurs (FAHT) de l'Association « Marguerite Sinclair » à MULHOUSE sont autorisées comme suit :

	Total
Groupe I	36 693,00 €
Groupe II	346 355,46 €
Groupe III	32 311,47 €
<b>Total Dépenses (classe 6)</b>	<b>415 359,92 €</b>
Produits de tarification (Groupe I)	390 054,93 €
Autres produits relatifs à l'exploitation (Groupe II)	9 000,00 €
Produits financiers et produits non encaissables (Groupe III)	600,00 €
<i>Incorporation du résultat (excédent)</i>	15 705,00 €
<b>Total Recettes (classe 7)</b>	<b>415 359,93 €</b>
<b>Quote-part de la dotation à la charge du Conseil Général du Haut-Rhin</b>	<b>373 305,51 €</b>
<b>Quote-part de la dotation à la charge des autres Départements</b>	<b>16 749,42 €</b>
<b>Participation des usagers relevant du Conseil Général du Haut-Rhin</b>	<b>0,00 €</b>

### **ARTICLE 2 :**

La dotation globalisée des prix de journée nets à la charge du Conseil Général du Haut-Rhin est fixée pour l'année 2014 à **373 305,51 €**.

Le prix de journée applicable - pour les Départements autres que celui du Haut-Rhin - pour le FAHT de l'Association « Marguerite Sinclair » à MULHOUSE est fixé à compter du **1<sup>er</sup> Août 2014 à 47,19 €**.

Les journées d'absence seront indemnisées à hauteur du prix de journée notifié dans la mesure où celui-ci n'inclut pas de charges variables relatives à la restauration et l'hôtellerie.

### **ARTICLE 3 :**

Le prix de journée applicable au 1<sup>er</sup> août 2014 inclut le rattrapage de l'application du 1<sup>er</sup> janvier au 31 juillet 2014 du prix de journée applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 dans l'attente de la fixation du nouveau tarif.

### **ARTICLE 4 :**

Dans l'attente de la notification du tarif au titre de 2015, le prix de journée applicable - pour les Départements autres que celui du Haut-Rhin - à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2015** est fixé à 45,89 €.

### **ARTICLE 5 :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée, de sa notification.

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil Général dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée ou de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 6 :**

Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur Général Adjoint sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de l'établissement et publié dans le Bulletin d'Information Officiel du Département.

LE PRESIDENT

Pour le Président et par délégation  
Le

2006